



Communiqué de presse de l'Union Départementale CGT Des Hautes-Pyrénées

Communiqué de l'Union Départementale CGT des Hautes-Pyrénées suite à l'article du mercredi 18 septembre dans les médias concernant le dossier des « Galeries Lafayette. »

Nous ne sommes pas surpris mais quand même un peu étonnés de la phrase « Du côté syndical, c'est silence radio, impossible d'obtenir la moindre information, encore moins une déclaration. » Tout d'abord, nous rappellerons que comme tout le monde le sait les dossiers traités en Comité Social et Economique, suite au plan de sauvegarde sont soumis à la phrase : « Il (le dossier) est remis aux destinataires sous couvert de l'obligation de discrétion prévue à l'article L.2315-3 du code du travail ». Cette phrase impose aux représentants une certaine retenue.

Ensuite une déclaration de Mr CLAVERIE, validée par Mr TREMEGE après la décision du plan de sauvegarde indiquait :

« Je note aussi que les syndicats des Galeries Lafayette étaient contre le plan de continuation qui a été proposé pour maintenir les magasins ouverts. Ils étaient donc pour le licenciement de 900 personnes. »

Cette phrase a choqué les représentants CGT d'Hermione Retail, car non les représentants n'étaient pas pour le licenciement de 900 personnes. Ces représentants précisent d'abord que la décision concernant le plan de sauvegarde concernait les 23 établissements de Hermione Retail (22 magasins + siège) et pas uniquement le magasin de TARBES. Ils tiennent également à préciser que l'employeur des 900 personnes (qui en fait sont 847 au 31 décembre 2023) ne sont pas les Galeries Lafayette mais « SAS Hermione RETAIL SASU » et que la fermeture de 1 à 3 magasins ne concerne, sauf si Mr Claverie a des infos stratégiques, ni les Galeries Lafayette ni SAS Hermione RETAIL mais SAS Hermione TPR qui dans son plan de sauvegarde particulier aborde entre autre la fermeture du site de PAU.

Les représentants du personnel CGT précisent également que la position exacte des représentants des salariés à l'audience de Bordeaux était : « la représentante des salariés indique être défavorable au projet de plan de sauvegarde proposé et que les salariés « ne peuvent pas s'enthousiasmer » d'un projet de plan bâti sur les mêmes engagements pris lors du rachat par le groupe FIB et non tenus : accueil de nouvelles marques, mobilisation de CAPEX... Les salariés « regrettent l'absence de solution alternative » et font part de leur inquiétude pour l'avenir et de leur défiance vis-à-vis de l'équipe dirigeante. »

Ensuite les représentants CGT nous indiquent qu'eux aussi souhaitent la continuité des différents magasins mais pas dans les conditions actuelles, aujourd'hui les salariés se voient refuser des prêts bancaires à cause de leur situation précaire, certains se voient refuser des logements, ... Alors que dire aujourd'hui, que s'il y avait 847 salariés au 31 décembre 2023 il n'en reste que 684 au 1er septembre 2024 et qu'il est encore prévu d'autres licenciements.

La CGT aussi s'insurge contre l'optimisation fiscale réalisée par le propriétaire en louant ses bâtiments à un prix exorbitant à Hermione Retail et regrette que les différents gouvernements « MACRON » et ses représentants des HAUTES-PYRENEES n'aient pas régler ce genre d'anomalie. Le nouveau gouvernement et ses représentants des HAUTES-PYRENEES le régleront-ils ?

Il nous semble également que la rencontre de Mr TREMEGE avec Mr Eric DAMIRON semble compromise car ce directeur général est à la retraite depuis Avril 2023 et ne fait plus partie de l'entreprise.

Concernant la vente des bâtiments la CGT ne donnera pas d'avis et laissera les différents experts immobiliers gérer cela. La CGT, elle s'occupera de l'accompagnement et de la défense des salariés qui une nouvelle fois sont broyés par une machine financière infernale au service du capitalisme.

A tarbes, le 26/09/2024